

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Grece-Experience-de-destructuration-d-une-nation>

Grèce :Expérience de déstructuration d'une nation

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : dimanche 3 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le dur plan d'austérité et de privatisations approuvé par le Parlement grec a temporairement allégé la panique des marchés, mais il n'a pas réussi à éliminer le fantôme de la faillite du pays et, au contraire, a aggravé l'instabilité politique.

La reprise des marchés après le vote par les parlementaires grecs du plan et de sa mise en oeuvre mercredi et jeudi derniers, tend à se renforcer par la décision de l'Eurogroupe des ministres de l'Économie et de Finances d'approuver l'aide immédiate à la Grèce aujourd'hui et d'annuler la réunion qu'ils prévoyaient pour demain à Bruxelles.

Mais la décision d'approuver un nouveau paquet d'aide de 85.000 millions d'euros par l'Union Européenne (UE), la banque Centrale Européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), sera seulement connu le 11 juillet quand réunira à nouveau l'Eurogroupe.

Là on analysera dans le détail le plan approuvé par le Parlement grec mercredi dernier, ainsi que sa mise en oeuvre votée jeudi dernier, et alors on saura si cette *troika* de prêteurs le considère viable.

Il ne faut pas oublier que Bruxelles a approuvé un paquet d'aide de 110.000 millions d'euros pour la Grèce en mai 2010, dont 65.000 millions ont été déboursés, ce qui n'a pas empêché la crise du pays hellène de s'aggraver encore plus.

En regardant bien, la seule chose obtenue avec ce sauvetage fut seulement du temps. Du temps pour éviter qu'une faillite grecque entraîne le reste de la périphérie européenne et, à l'extrême, le projet un euro dans son ensemble.

Pour la Grèce, un an après, les chiffres ne pourraient pas être plus négatifs : une chute de 4,5 % du produit national brut (PNB) en 2010, avec un pronostic d'une autre baisse de 4 % pour 2011 ; une augmentation de la dette publique de 120 % du PIB à 150 % entre 2009 et 2010 ; une augmentation du chômage ; des faillites en cascade de Pme, et une rébellion sociale et politique en augmentation.

Le nouveau plan implique une répétition amplifiée du plan exécuté depuis mai 2010.

L'objectif de l'ajustement approuvé cette semaine sera de porter la relation Dette/PNB à 200 % pour 2015, avec un coût annuel du service de la dette équivalent à 12 % du PNB et avec une augmentation du déficit budgétaire à 15 % du PNB, selon les chiffres de la *troika* UE-BCE-FMI.

Dans ses traits les plus généraux, le programme cherche à augmenter les revenus étatiques à 78.000 millions d'euros : 50.000 millions de ceux-ci proviendraient des privatisations d'entreprises publiques et les 28.000 millions restants d'une plus grande pression fiscale.

L'État augmentera les impôts généraux de 2.300 millions cette année, à 3.380 millions l'année prochaine et encore 852 millions en 2013 et 2014 ; de plus, il prévoit recouvrir 1.300 million en imposant une taxe « solidaire » aux travailleurs ; la TVA passera de 13 % à 23 % dans des bars et restaurants ; environ 150.000 fonctionnaires es seront licenciés et d'autres dépenses sociales aux plus pauvres seront diminuées de 5.000 millions d'euros.

Grèce :Expérience de déstructuration d'une nation

La faible, pour ne pas dire nulle, viabilité de cette expérience de déstructuration d'une nation, a été remarquée hier par l'hebdomadaire conservateur et tatchérien britannique, *The Economist*, qui se méfie de la capacité politique du gouvernement à imposer le plan, au moment où on réclame de liquider a les syndicats et d'en finir avec la corruption.

Les banques créancières françaises ont proposé pour leur part cette semaine un plan « d'aide » pour la Grèce : convenir d' un *roll-over* (renouvellement) volontaire de la dette échue dès à présent jusqu'à 2014 et changer ces obligations pour des autres nouveaux à un terme de cinq ans.

La France a appuyé ses banques qui cherchent, ainsi, à répondre positivement à la demande de l'Allemagne de participer à résoudre le problème grec, et ce chemin a été suivi hier par les banques allemandes.

L'inconvénient unique de cet « apport » des financiers créanciers est que l'échange des obligations proposé est d'une nature technique complexe qui vise seulement à garantir le remboursement de leurs crédits et n'offre pas le moindre soulagement à la Grèce.

Le cas des banques allemandes est même pire, parce que les plus exposés à la dette à court terme sont des organismes dont les « mauvais » actifs ont été étatisés.

Comme en 2010, il est évident que le nouveau programme de sauvetage de la Grèce vise exclusivement à gagner du temps, en essayant de retarder le plus tard possible la faillite grecque, de telle façon à donner du temps aux banques privées créancières de se défaire des titres de la dette grecque avec les fonds de sauvetage.

Fonds de sauvetage qui sont, certes, publics (BCE, UE, FMI) et, donc, apportés directement ou indirectement par les contribuables de toute l'Europe et d'autres pays du monde.

Dans le cas, vraiment très improbable, où le nouveau plan réussirait à durer jusqu'à 2014, les banques privées se seraient défaites, pour cette date, de presque tous leurs titres, qui passeraient dans le portefeuille du la BCE et des États, qui imposeraient, donc, une austérité à leurs propres citoyens pour que ceux-ci paient le sauvetage des privés.

[Télam](#). Buenos Aires, le 2 juillet 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).